



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les 30 novembre		
	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	\$	\$	%
Opérations			
Produits	549 090	540 313	1,6
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	249 703	244 142	2,3
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	45,5 %	45,2 %	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	2 030	—
Bénéfice de la période	75 024	61 106	22,8
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123 461	96 093	28,5
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	96 494	146 319	(34,1)
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	101 379	40 042	—
Situation financière⁽²⁾			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 541	62 286	(30,1)
Immobilisations corporelles	1 982 202	1 989 720	(0,4)
Total de l'actif	5 351 763	5 333 249	0,3
Endettement ⁽³⁾	2 944 640	2 929 108	0,5
Capitaux propres	1 438 989	1 379 915	4,3
Intensité du capital⁽¹⁾	17,6 %	27,1 %	—
Données par action⁽⁴⁾			
Bénéfice par action			
De base	1,53	1,25	22,4
Dilué	1,52	1,24	22,6
Dividendes	0,43	0,39	10,3

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 30 novembre 2016 et au 31 août 2016.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés à payer, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel 2016 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, à la propriété, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2016 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») s'engage à offrir à ses clients des services d'excellente qualité et à accroître la valeur pour l'actionnaire. La Société se concentre sur l'optimisation de la rentabilité tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour générer une croissance future. Pour atteindre ces objectifs, la Société a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens et américains	Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »)
Élargir l'offre de services, améliorer les services existants en les fournissant à des prix intéressants et rechercher des acquisitions à valeur ajoutée	Faire la promotion de la nouvelle image de marque au moyen d'une approche centrée sur les gens
Améliorer les réseaux à l'aide de technologies avancées à la fine pointe	Accroître notre bassin de clientèle à l'aide d'une stratégie de mise en marché améliorée qui vise particulièrement certains marchés horizontaux et verticaux
Améliorer l'expérience client et les processus d'affaires pour renforcer la fidélisation et la rétention des clients	Rationaliser et élargir notre gamme de produits pour mettre en marché des solutions pertinentes qui seront soutenues par un service à la clientèle exceptionnel
Maintenir une gestion solide du capital et un contrôle rigoureux des dépenses	Renforcer les processus et les systèmes internes afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et d'optimiser la progression des infrastructures
	Optimiser l'utilisation des actifs courants afin d'optimiser les flux de trésorerie

La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, sa marge d'exploitation⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, les produits ont augmenté de 8,8 millions \$, ou 1,6 %, pour atteindre 549,1 millions \$, comparativement à 540,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, essentiellement stimulés par la croissance de 7,0 % du secteur des Services à large bande américains et de 1,0 % du secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancée en partie par une diminution de 6,3 % au sein du secteur des Services de TIC aux entreprises.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,6 millions \$, ou 2,3 %, pour atteindre 249,7 millions \$, comparativement à 244,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, essentiellement en raison de l'amélioration des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, contrebalancée en partie par une diminution au sein du secteur des Services de TIC aux entreprises.

La marge d'exploitation de Cogeco Communications a augmenté légèrement, passant de 45,2 % à 45,5 %, principalement en raison de la hausse de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, conjuguée à la stabilité de la marge du secteur des Services à large bande américains, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications a déclaré des flux de trésorerie disponibles de 101,4 millions \$, une hausse de 61,3 millions \$ par rapport au montant de 40,0 millions \$ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives, surtout dans le secteur des Services à large bande canadiens, et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des Services de TIC aux entreprises. L'augmentation du BAIIA ajusté a également contribué à la hausse des flux de trésorerie disponibles.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Durant la période de trois mois close le 30 novembre 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 96,5 millions \$, et les produits, à 549,1 millions \$, pour une intensité du capital de 17,6 %, comparativement à 27,1 % à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs. Même si les dépenses d'investissement ont été moindres au premier trimestre de l'exercice 2017, la direction s'attend à ce que les dépenses d'investissement annuelles concordent avec les projections pour l'exercice 2017.

Dans le secteur des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 50,8 millions \$, comparativement à 93,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette diminution découle principalement de la baisse des achats d'équipements à l'abonné, de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux en raison du calendrier de certaines initiatives, facteurs contrebalancés en partie par des dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien.

Dans le secteur des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 35,8 millions \$, comparativement à 33,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette augmentation s'explique principalement par les acquisitions liées à l'infrastructure évolutive visant à améliorer notre réseau dans certaines régions desservies, ainsi que par la croissance des unités de service primaire⁽¹⁾.

Dans le secteur des Services de TIC aux entreprises, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 9,9 millions \$, comparativement à 19,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette diminution s'explique par l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan, ainsi que par le calendrier de certaines initiatives.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 9 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable, dont l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 24 janvier 2022.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Produits	549 090	540 313	1,6
Charges d'exploitation	294 699	291 583	1,1
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 688	4 588	2,2
BAIIA ajusté	249 703	244 142	2,3
Marge d'exploitation	45,5 %	45,2 %	

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits ont augmenté de 8,8 millions \$, ou 1,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 549,1 millions \$, stimulés par la croissance de 7,0 % dans le secteur des Services à large bande américains et de 1,0 % dans le secteur des Services à large bande canadiens, contrebalancée en partie par la baisse de 6,3 % dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 294,7 millions \$, soit une hausse de 3,1 millions \$, ou 1,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté dans le secteur des Services à large bande américains, sont demeurées stables dans le secteur des Services à large bande canadiens et ont diminué dans le secteur des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. se sont chiffrés à 4,7 millions \$, comparativement à 4,6 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2016. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAlIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le BAlIA ajusté a augmenté de 5,6 millions \$, ou 2,3 %, pour se chiffrer à 249,7 millions \$, en raison de l'amélioration des secteurs des Services à large bande américains et canadiens, facteur contrebalancé en partie par la diminution du BAlIA ajusté dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la marge d'exploitation a augmenté légèrement, passant de 45,2 % pour la période correspondante de l'exercice 2016, à 45,5 %, en raison de la hausse de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, conjuguée à la stabilité de la marge du secteur des Services à large bande américains, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises.

Pour plus de détails sur le BAlIA ajusté et la marge d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

4.2 CHARGES FIXES

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Dotation aux amortissements	119 076	125 669	(5,2)
Charges financières	32 090	33 353	(3,8)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 6,6 millions \$, ou 5,2 %, pour s'établir à 119,1 millions \$, comparativement à 125,7 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, par l'amortissement complet de certaines immobilisations, et par une perte de valeur de 21,5 millions \$ des immobilisations incorporelles au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges financières ont diminué de 1,3 million \$, ou 3,8 %, pour atteindre 32,1 millions \$, contre 33,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison du niveau d'endettement plus faible par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.3 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les impôts sur le résultat ont augmenté de 1,5 million \$, ou 7,0 %, pour s'établir à 23,5 millions \$, comparativement à 22,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice avant impôts sur le résultat qui a été contrebalancée en partie par l'incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'imposition quasi adoptés.

Le 26 mars 2015, le gouvernement du Québec a annoncé, dans le cadre de son budget pour 2015, que le taux d'imposition sur le revenu des sociétés sera réduit graduellement de 0,1 % par année, le faisant ainsi passer de 11,9 % en 2017 à 11,5 % en 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 15 novembre 2016, ont donné lieu à une diminution d'environ 1,7 million \$ des passifs d'impôts différés et des impôts différés au cours du trimestre.

4.4 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le bénéfice de la période s'est chiffré à 75,0 millions \$, ou 1,53 \$ par action, contre 61,1 millions \$, ou 1,25 \$ par action pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'augmentation du BAlIA ajusté conjuguée à la diminution de la dotation aux amortissements.

4.5 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2016			Ajouts nets (pertes nettes)	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	Trimestres clos les 30 novembre	
				2016 ⁽²⁾	2015
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 527 602	1 930 909	596 693	17 605	13 277
Clients du service de vidéo	981 682	740 855	240 827	(2 712)	(5 563)
Clients du service Internet	1 007 610	749 275	258 335	19 437	18 664
Clients du service de téléphonie	538 310	440 779	97 531	880	176

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

(2) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu par le secteur des Services à large bande canadiens au premier trimestre de l'exercice 2017.

VIDÉO

Les pertes nettes de clients du service de vidéo pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrées à 2 712, comparativement à 5 563 pour la période correspondante de l'exercice 2016. La réduction des pertes est essentiellement attribuable à l'intérêt soutenu que portent les clients aux services de vidéo numérique avancée TiVo tant au Canada qu'aux États-Unis, facteur contrebalancé en partie par les offres concurrentielles au sein du secteur, par la maturité des catégories de services au Canada, par le changement des habitudes de consommation vidéo et par la hausse du taux de désabonnement aux États-Unis, qui est surtout attribuable aux hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016.

INTERNET

Les ajouts nets de clients du service Internet pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrés à 19 437, comparativement à 18 664 pour la période correspondante de l'exercice 2016. Les ajouts nets s'expliquent par l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, par la croissance dans le secteur commercial et par l'incidence positive des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont établis à 880, comparativement à 176 pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette variation s'explique essentiellement par la croissance soutenue dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis conjuguée à la baisse des pertes nettes au Canada.

Pour plus de détails au sujet des statistiques sur les clients de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,8 % des actions de participation de la Société, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. La Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la Société a attribué 81 350 options sur actions (69 750 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, la Société a facturé à Cogeco des montants de 163 000 \$ (144 000 \$ en 2016), de 33 000 \$ (113 000 \$ en 2016) et de 136 000 \$ (124 000 \$ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et Cogeco en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de la Société. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à la Société à la date de signature. Ce montant demeurerait impayé au 30 novembre 2016. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à l'emprunt renouvelable de la Société libellé en dollars américains assorti à la facilité renouvelable canadienne, tout en tenant compte de l'incidence des conventions de swaps de devises.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
(en milliers de dollars)	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123 461	96 093
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(89 206)	(146 020)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(53 754)	(76 234)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	754	669
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(18 745)	(125 492)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	62 286	163 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	43 541	37 674

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au premier trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 123,5 millions \$, ce qui représente une augmentation de 27,4 millions \$, ou 28,5 %, comparativement à 96,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 5,6 millions \$ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 38,2 millions \$ des impôts sur le résultat payés;
- la diminution de 4,4 millions \$ des charges financières payées; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation de 22,8 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les activités d'investissement ont diminué de 56,8 millions \$, ou 38,9 %, pour s'établir à 89,2 millions \$, comparativement à 146,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. La diminution tient essentiellement à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué plus loin.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Les activités d'investissement, dont les acquisitions d'immobilisations corporelles segmentées selon les normes établies par la *National Cable Television Association* (la « NCTA »), sont les suivantes :

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
(en milliers de dollars)	\$	\$
Équipements à l'abonné ⁽¹⁾	37 355	66 150
Infrastructure évolutive ⁽²⁾	17 163	22 845
Extensions de réseaux	9 958	19 917
Modernisation/reconstruction	3 344	3 303
Immobilisations de soutien	14 678	10 831
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services à large bande canadiens et américains	82 498	123 046
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services de TIC aux entreprises	8 464	18 358
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Siège social	—	18
Acquisitions d'immobilisations corporelles	90 962	141 422
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services à large bande canadiens et américains	4 099	3 942
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services de TIC aux entreprises	1 433	955
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	5 532	4 897
	96 494	146 319

(1) Comprennent principalement les appareils résidentiels ainsi que les remplacements et les nouveaux branchements de clients.

(2) Comprend principalement le matériel de tête de ligne, de vidéo numérique et de téléphonie ainsi que le matériel Internet.

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 91,0 millions \$, comparativement à 141,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 30 novembre 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 5,5 millions \$, comparativement à 4,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les variations les plus importantes sont les suivantes :

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 47,9 millions \$, ce qui représente une diminution de 42,5 millions \$, ou 47,1 %, comparativement à 90,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des achats d'équipements à l'abonné, à l'infrastructure évolutive et aux extensions de réseaux en raison du calendrier de certaines initiatives, facteurs contrebalancés en partie par des dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien.
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 2,9 millions \$, comparativement à 3,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016.
- Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,0 %, contre 29,8 % pour l'exercice 2016, en raison surtout de la réduction des dépenses d'investissement.

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 34,6 millions \$, ce qui représente une augmentation de 2,0 millions \$, ou 6,1 %, comparativement à 32,6 millions \$ pour l'exercice 2016. L'augmentation est principalement attribuable aux acquisitions liées à l'infrastructure évolutive visant à améliorer notre réseau dans certaines régions desservies, ainsi qu'à la croissance des unités de service primaire.
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 1,2 million \$, comparativement à 0,8 million \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016.
- Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le ratio d'intensité du capital est demeuré stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, s'établissant à 22,4 %.

SECTEUR DES SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont établies à 8,5 millions \$, ce qui représente une diminution de 9,9 millions \$, ou 53,9 %, comparativement à 18,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable à l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan, ainsi qu'au calendrier de certaines initiatives.
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont élevées à 1,4 million \$, comparativement à 1,0 million \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016.
- Le ratio d'intensité du capital a atteint 13,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2017, contre 24,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, contrebalancée en partie par la diminution des produits.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services Internet.

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Au premier trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 101,4 millions \$, comparativement à 40,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 61,3 millions \$, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution de 49,8 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives, surtout dans le secteur des Services à large bande canadiens, et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des Services de TIC aux entreprises;
- l'augmentation de 5,6 millions \$ du BAIIA ajusté.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la baisse du niveau d'endettement découlant des remboursements sur la dette a entraîné une diminution de la trésorerie de 31,0 millions \$, alors que, pour la période correspondante de l'exercice 2016, la diminution du niveau d'endettement avait entraîné une baisse de la trésorerie de 53,3 millions \$.

Trimestres clos les 30 novembre (en milliers de dollars)	2016 \$	2015 \$	Variation \$	Explications
Augmentation de l'endettement bancaire	17 760	37 986	(20 226)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	(31 095)	133 545	(164 640)	Remboursement de 31,1 millions \$ sur les facilités renouvelables au premier trimestre de l'exercice 2017, comparativement à une hausse de 133,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice 2016.
Remboursement sur la dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés	(17 638)	(224 865)	207 227	Remboursement sur la dette à long terme au premier trimestre de l'exercice 2017. Remboursement au premier trimestre de l'exercice 2016 sur la dette à long terme et règlement d'instruments financiers dérivés pour un montant de 224,9 millions \$ principalement liés aux billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions \$ US venant à échéance en octobre 2015.
	(30 973)	(53 334)	22 361	

DIVIDENDES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 21,2 millions \$, comparativement au dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$, ou 19,1 millions \$, au premier trimestre de l'exercice 2016.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 11 janvier 2017, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 8 février 2017 aux actionnaires inscrits en date du 25 janvier 2017. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés, et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SITUATION FINANCIÈRE

7.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en découlent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	30 novembre 2016	31 août 2016	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 541	62 286	(18 745)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs, facteur contrebalancé en partie par les flux de trésorerie excédentaires générés par les activités.
Créances clients et autres débiteurs	122 870	115 435	7 435	Principalement liés à la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	9 146	12 701	(3 555)	Principalement liés au remboursement reçu au cours du trimestre.
Charges payées d'avance et autres	23 838	16 208	7 630	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	—	1 040	(1 040)	Non significatif
	199 395	207 670	(8 275)	
Passifs courants				
Endettement bancaire	21 875	4 115	17 760	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	208 074	289 668	(81 594)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	32 928	30 688	2 240	Non significatif
Passifs d'impôts sur le résultat	40 720	26 680	14 040	Calendrier des paiements au titre des impôts sur le résultat.
Produits différés et perçus d'avance	62 016	61 316	700	Non significatif
Instruments financiers dérivés	156	—	156	Non significatif
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	896	—	896	Non significatif
Billet intersociétés à payer	40 000	40 000	—	Aucune variation
Tranche à court terme de la dette à long terme	13 100	22 516	(9 416)	Remboursements sur la dette à long terme.
	419 765	474 983	(55 218)	
Fonds de roulement déficitaire	(220 370)	(267 313)	46 943	

7.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	30 novembre 2016	31 août 2016	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	1 982 202	1 989 720	(7 518)	Excédent de la dotation à amortissement sur les dépenses d'investissement, combiné à la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 075 659	2 059 548	16 111	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions et la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.
Goodwill	1 080 079	1 060 780	19 299	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dettes à long terme	2 845 707	2 838 130	7 577	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par les remboursements sur la facilité à terme renouvelable et sur les facilités de crédit de premier rang.
Passifs d'impôts différés	611 187	601 127	10 060	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

7.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 décembre 2016. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

<i>(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)</i>	Nombre d'actions/ d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 712 531	926 990
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	769 251	
Options pouvant être exercées	291 647	

7.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2016, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2016.

Au 30 novembre 2016, la Société avait utilisé 121,3 millions \$ de sa facilité à terme renouvelable de 800 millions \$, pour une disponibilité restante de 678,7 millions \$. Par ailleurs, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient d'une facilité renouvelable de 201,4 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 97,2 millions \$ (72,4 millions \$ US) avait été utilisé au 30 novembre 2016, pour une disponibilité restante de 104,2 millions \$ (77,6 millions \$ US).

7.5 NOTATIONS

Le 14 décembre 2016, en raison strictement d'une modification générale de sa méthodologie, S&P Global Ratings a réduit sa cote accordée aux titres d'emprunt garantis de premier rang émis par Cogeco Communications inc., la faisant passer de « BBB » à « BBB- », suivant la publication, le 7 décembre 2016, de ses critères révisés en matière de notation des émissions de titres d'emprunt par des sociétés émettrices de titres de la catégorie spéculative. En vertu des critères révisés, les notations attribuées aux instruments d'emprunt émis par des sociétés assorties d'une cote d'émetteur de « BB+ » ne sont pas généralement plus élevées que le niveau se situant au-dessus de la notation de l'émetteur. L'abaissement de la cote accordée aux titres d'emprunt garantis, qui est maintenant de « BBB- », n'est donc pas le reflet d'un changement du profil de crédit sous-jacent de Cogeco Communications. La notation accordée aux titres d'emprunt garantis par S&P correspond maintenant aux notations accordées par DBRS et par Fitch aux titres d'emprunt garantis.

7.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable, du billet intersociétés à payer et des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 30 novembre 2016.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités est d'approximativement 7,0 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements nets en dollars américains. La Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions de swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 30 novembre 2016.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	891,2 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	23,7 millions £	29,9 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2016 étaient de 1,3429 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,6798 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier le résultat global d'approximativement 14,6 millions \$.

Les taux moyens en vigueur au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2016 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains et d'une partie du secteur des Services de TIC aux entreprises s'établissaient comme suit :

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3266	1,3207	0,4
Livre sterling par rapport au dollar canadien	1,6755	2,0191	(17,0)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour la période close le 30 novembre 2016.

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Services de TIC aux entreprises		Données consolidées	
	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées ⁽¹⁾	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	316 835	—	159 981	15 997	73 208	3 793	549 090	19 790
Charges d'exploitation	151 783	889	90 156	9 016	50 239	2 541	294 699	12 446
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	—	—	—	4 688	—
BALIA ajusté	165 052	(889)	69 825	6 981	22 969	1 252	249 703	7 344
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	50 801	2 078	35 796	3 576	9 897	617	96 494	6 271
Flux de trésorerie disponibles	—	—	—	—	—	—	101 379	(716)

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les éliminations intersectorielles et autres ne sont pas présentées.

8. RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en trois secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services de TIC aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

8.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

		Ajouts nets (pertes nettes)		% de pénétration ⁽²⁾	
		Trimestres clos les 30 novembre		30 novembre	
	30 novembre 2016	2016 ⁽¹⁾	2015	2016	2015
Unités de service primaire	1 930 909	14 645	6 985		
Clients du service de vidéo	740 855	93	(4 149)	43,3	45,0
Clients du service Internet	749 275	14 766	12 022	43,8	42,4
Clients du service de téléphonie	440 779	(214)	(888)	25,8	26,9

(1) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu au premier trimestre de l'exercice 2017.

(2) En pourcentage des foyers câblés.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service de vidéo se sont chiffrés à 93, comparativement à des pertes nettes de 4 149 pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation est essentiellement attribuable à l'intérêt soutenu que portent les clients aux services de vidéo numérique avancée TiVo, conjugué aux activités promotionnelles, facteurs partiellement contrebalancés par les offres concurrentielles dans le secteur, par la maturité des catégories de services et par le changement des habitudes de consommation vidéo.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont établis à 14 766, comparativement à 12 022 pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, des activités promotionnelles, de la croissance dans le secteur commercial et de l'incidence positive des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 214, comparativement à 888 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les pertes de clients du service de téléphonie découlent essentiellement de l'augmentation de la pénétration de la téléphonie mobile en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

Au 30 novembre 2016, 72 % (71 % en 2015) des clients des Services à large bande canadiens étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande canadiens, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 28 % des clients sont abonnés à un seul service (29 % en 2015), 39 % à un duo de services (36 % en 2015) et 33 % au trio (35 % en 2015).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%
Produits	316 835	313 547	1,0
Charges d'exploitation	151 783	151 123	0,4
BAIIA ajusté	165 052	162 424	1,6
Marge d'exploitation	52,1 %	51,8 %	

PRODUITS

Les produits pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrés à 316,8 millions \$, en hausse de 3,3 millions \$, ou 1,0 %, par rapport à 313,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016, en raison des hausses tarifaires entrées en vigueur en février 2016, conjuguées à la croissance soutenue du nombre de clients du service Internet des secteurs résidentiel et commercial, facteurs en partie contrebalancés par une diminution du nombre de clients des services de vidéo et de téléphonie. En outre, la décision du CRTC, le 6 octobre 2016, de réduire de façon importante, et provisoirement, les tarifs liés à la capacité des services d'accès Internet de tiers (« AIT ») a nui aux produits.

CHARGES D'EXPLOITATION

Au premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation sont demeurées essentiellement inchangées, à 151,8 millions \$, comparativement à 151,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse des coûts de programmation, en partie contrebalancée par la baisse des unités de service primaire, conjuguée au calendrier des initiatives de marketing.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté s'est établi à 165,1 millions \$, une hausse de 2,6 millions \$, ou 1,6 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent, principalement en raison d'une augmentation des produits; par conséquent, la marge d'exploitation a augmenté, pour s'établir à 52,1 %, comparativement à 51,8 % pour la période correspondante de l'exercice 2016.

8.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2016	Ajouts nets (pertes nettes)		% de pénétration ⁽¹⁾	
		Trimestres clos les 30 novembre		30 novembre	
		2016	2015	2016	2015
Unités de service primaire	596 693	2 960	6 292		
Clients du service de vidéo	240 827	(2 805)	(1 414)	40,7	42,0
Clients du service Internet	258 335	4 671	6 642	43,7	40,1
Clients du service de téléphonie	97 531	1 094	1 064	16,5	15,8

(1) En pourcentage des foyers câblés.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 2 805, comparativement à 1 414 pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution plus marquée est essentiellement attribuable à la hausse du taux de désabonnement en raison des hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016 ainsi qu'au changement des habitudes de consommation vidéo, facteurs partiellement contrebalancés par l'intérêt soutenu que portent les clients aux services de vidéo numérique avancée TiVo.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 4 671, comparativement à 6 642 pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les ajouts nets tiennent à la croissance soutenue des services de vidéo numérique avancée TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, à la croissance dans le secteur commercial et à l'incidence positive des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service de téléphonie sont demeurés essentiellement inchangés, à 1 094, comparativement à 1 064 pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Au 30 novembre 2016, 56 % (57 % en 2015) des clients des Services à large bande américains étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande américains en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés s'établit comme suit : 44 % des clients sont abonnés à un seul service (43 % en 2015), 36 % à un duo de services (36 % en 2015) et 20 % au trio (21 % en 2015).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Produits	159 981	149 573	7,0
Charges d'exploitation	90 156	84 202	7,1
BAIIA ajusté	69 825	65 371	6,8
Marge d'exploitation	43,6 %	43,7 %	

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits ont augmenté de 10,4 millions \$, ou 7,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 160,0 millions \$. La hausse des produits tient essentiellement à la croissance interne grâce à la croissance des unités de service primaire pour les services Internet et de téléphonie, à la croissance dans le secteur commercial et aux hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse du taux de désabonnement en raison de l'entrée en vigueur de ces hausses tarifaires.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits exprimés en monnaie locale se sont chiffrés à 120,6 millions \$ US, contre 113,3 millions \$ US pour la période correspondante de l'exercice 2016, ce qui représente une hausse de 7,3 millions \$ US, ou 6,5 %.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation ont augmenté de 6,0 millions \$, ou 7,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 90,2 millions \$. Cette hausse est principalement imputable à la hausse des coûts de programmation conjuguée aux coûts engagés afin de servir les unités de service primaire additionnelles et aux initiatives de marketing additionnelles visant à améliorer la croissance des unités de service primaire.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation exprimées en monnaie locale se sont chiffrées à 68,0 millions \$ US, contre 63,8 millions \$ US pour la période correspondante de l'exercice 2016, ce qui représente une hausse de 4,2 millions \$ US, ou 6,6 %.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,5 millions \$, ou 6,8 %, pour s'établir à 69,8 millions \$, comparativement à 65,4 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2016. La marge d'exploitation est demeurée essentiellement inchangée, s'établissant à 43,6 %, comparativement à 43,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté exprimé en monnaie locale s'est chiffré à 52,6 millions \$ US, contre 49,5 millions \$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 3,1 millions \$ US, ou 6,3 %.

8.3 SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%
Produits	73 208	78 102	(6,3)
Charges d'exploitation	50 239	51 858	(3,1)
BAIIA ajusté	22 969	26 244	(12,5)
Marge d'exploitation	31,4 %	33,6 %	

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits ont diminué de 4,9 millions \$, ou 6,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, pour atteindre 73,2 millions \$. La diminution découle principalement des pressions concurrentielles sur les tarifs des services d'hébergement et de connectivité réseau et de la dépréciation de la livre sterling par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation ont diminué de 1,6 million \$, ou 3,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 50,2 millions \$, principalement en raison d'un profit de 1,8 million \$ à la cession d'immobilisations corporelles.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Le BAIIA ajusté pour le premier trimestre de l'exercice 2017 a diminué de 3,3 millions \$, ou 12,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 23,0 millions \$, en raison de la baisse des produits. Par conséquent, la marge d'exploitation a diminué, passant de 33,6 % à 31,4 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice 2016.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction (« chef de la direction ») et le premier vice-président et chef de la direction financière (« chef de la direction financière »), conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (les « CPCI ») et un CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 novembre 2016 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 novembre 2016.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2016, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2016, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 9 avril 2015, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services de télécommunication de base qui devraient être offerts à tous les Canadiens à un prix abordable. Dans le cadre de cette instance, le CRTC a tenté de déterminer si le service d'accès Internet à large bande devrait faire partie de la définition actuelle des services de télécommunication de base et si le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local devrait être modifié afin de permettre le financement de l'expansion du service d'accès Internet dans les régions rurales et éloignées.

Le 21 décembre 2016, le CRTC a rendu sa décision et déterminé que l'accès à un service Internet à large bande est maintenant un service de télécommunication de base pour tous les Canadiens. Le CRTC a créé un nouveau fonds pour soutenir des projets qui visent à bâtir ou à mettre à jour l'infrastructure pour l'accès aux services Internet à large bande sur réseaux fixes et mobiles afin d'atteindre des cibles précises. Le fonds versera jusqu'à 750 millions \$ au cours des cinq premières années. Bien que le CRTC n'entende pas retirer le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local à moins qu'un service fiable d'accès Internet à large bande soit offert, l'actuel régime de subvention de contribution pour le service téléphonique local passera en grande partie au nouveau mécanisme de financement. De plus, l'actuel financement sera étendu pour inclure les revenus provenant des services d'accès Internet et de messagerie texte. Cette modification du calcul des frais en pourcentage des revenus entrera en vigueur dès la première année de la mise en œuvre du nouveau fonds, et le CRTC prévoit que les frais en pourcentage des revenus seront à peu près les mêmes que ceux actuellement en vigueur, c'est-à-dire 0,63 %. Une instance de suivi sera lancée au début de 2017 pour examiner toutes les questions liées au nouveau mécanisme de financement et la façon dont le régime de subvention des services locaux actuel sera retiré progressivement.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour le trimestre clos le 30 novembre 2016, et elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Développements futurs en matière de comptabilité au Canada » du rapport annuel de 2016 de la Société, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

11.2 MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important des méthodes et des estimations comptables critiques de Cogeco Communications depuis le 31 août 2016, à l'exception de ce qui suit. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2016, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

En 2016, l'*IFRS Interpretations Committee* (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	12 086	(4 093)	7 993
Passifs d'impôts différés	514 194	112 134	626 328
Bénéfices non distribués	660 999	(116 227)	544 772
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	11 680	(4 093)	7 587
Passifs d'impôts différés	488 993	112 134	601 127
Bénéfices non distribués	389 720	(116 227)	273 493

12. MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'exploitation. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge d'exploitation » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables définies par les IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non définie par les IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie, - impôts sur le résultat payés, - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles, - charges financières, - acquisition d'immobilisations corporelles, - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté et marge d'exploitation	Le BAIIA ajusté et la marge d'exploitation sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'exploitation de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice de la période; Ajouter : - impôts sur le résultat, - charges financières, - dotation aux amortissements, - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période
		Marge d'exploitation : - BAIIA ajusté; Diviser par : - produits.	Aucune mesure comparable selon les IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : - acquisition d'immobilisations corporelles, - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs; Diviser par : - produits.	Aucune mesure comparable selon les IFRS

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123 461	96 093
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 191	2 299
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	80 392	57 574
Impôts sur le résultat payés	3 661	41 813
Impôts exigibles	(21 425)	(24 117)
Charges financières payées	41 683	46 052
Charges financières	(32 090)	(33 353)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(90 962)	(141 422)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(5 532)	(4 897)
Flux de trésorerie disponibles	101 379	40 042

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$
Bénéfice de la période	75 024	61 106
Impôts sur le résultat	23 513	21 984
Charges financières	32 090	33 353
Dotation aux amortissements	119 076	125 669
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	2 030
BAIIA ajusté	249 703	244 142
Produits	549 090	540 313
Marge d'exploitation	45,5 %	45,2 %

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	90 962	141 422
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	5 532	4 897
Total des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	96 494	146 319
Produits	549 090	540 313
Intensité du capital	17,6 %	27,1 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les	30 novembre	31 août	31 mai	29 février	28 février
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)</i>					
	2016	2015	2016	2015	2016
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	549 090	540 313	544 056	520 419	540 257
BALIA ajusté	249 703	244 142	247 810	240 592	243 115
Marge d'exploitation	45,5 %	45,2 %	45,5 %	46,2 %	45,0 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	—	2 030	1 326	6 942	1 126
Réclamations et litiges	—	—	292	(27 431)	10 499
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	—	—	—	—	450 000
Bénéfice (perte) de la période	75 024	61 106	74 581	77 986	(387 357)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	123 461	96 093	261 623	271 328	181 498
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	96 494	146 319	110 017	129 946	94 442
Flux de trésorerie disponibles	101 379	40 042	81 594	72 047	84 664
Intensité du capital	17,6 %	27,1 %	20,2 %	25,0 %	17,5 %
Bénéfice (perte) par action ⁽¹⁾					
De base	1,53	1,25	1,52	1,59	(7,89)
Dilué(e)	1,52	1,24	1,52	1,58	(7,89)
Dividendes par action	0,43	0,39	0,39	0,35	0,39

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services de vidéo et Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 11 janvier 2017. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Jan Peeters

Jan Peeters

Président du conseil d'administration

/s/ Louis Audet

Louis Audet

Président et chef de la direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 11 janvier 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

COGECO COMMUNICATIONS INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

Trois mois clos les 30 novembre			
	Notes	2016	2015
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>		\$	\$
Produits	3	549 090	540 313
Charges d'exploitation	5	294 699	291 583
Honoraires de gestion - Cogeco inc.		4 688	4 588
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition		—	2 030
Dotation aux amortissements	6	119 076	125 669
Charges financières	7	32 090	33 353
Impôts sur le résultat	8	23 513	21 984
Bénéfice de la période		75 024	61 106
Bénéfice par action			
De base	9	1,53	1,25
Dilué	9	1,52	1,24

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$
Bénéfice de la période	75 024	61 106
Autres éléments du résultat global		
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net		
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	1 027	(48 169)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	—	48 108
Impôts sur le résultat y afférents	(272)	67
	755	6
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>		
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	16 050	12 779
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(13 733)	(8 125)
Impôts sur le résultat y afférents	(186)	—
	2 131	4 654
	2 886	4 660
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net		
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>		
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	4 098	551
Impôts sur le résultat y afférents	(1 086)	(148)
	3 012	403
Autres éléments du résultat global de la période	5 898	5 063
Résultat global de la période	80 922	66 169

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
	<i>(Note 11)</i>		<i>(Note 12)</i>	<i>(retraité, Note 2)</i>	
Solde au 31 août 2015	1 001 618	12 535	83 820	544 772	1 642 745
Bénéfice de la période	—	—	—	61 106	61 106
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	4 660	403	5 063
Résultat global de la période	—	—	4 660	61 509	66 169
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	764	—	—	—	764
Rémunération fondée sur des actions	—	1 858	—	—	1 858
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	137	(137)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 11 C))	—	—	—	(6 120)	(6 120)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 11 C))	—	—	—	(12 969)	(12 969)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 575)	—	—	—	(4 575)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 127	(1 731)	—	(396)	—
Total des distributions aux actionnaires	(1 547)	(10)	—	(19 485)	(21 042)
Solde au 30 novembre 2015	1 000 071	12 525	88 480	586 796	1 687 872
Solde au 31 août 2016	1 008 467	13 328	84 627	273 493	1 379 915
Bénéfice de la période	—	—	—	75 024	75 024
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	2 886	3 012	5 898
Résultat global de la période	—	—	2 886	78 036	80 922
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	1 812	—	—	—	1 812
Rémunération fondée sur des actions	—	933	—	—	933
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	361	(361)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 11 C))	—	—	—	(6 747)	(6 747)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 11 C))	—	—	—	(14 410)	(14 410)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(3 436)	—	—	—	(3 436)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 851	(3 638)	—	(213)	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	2 588	(3 066)	—	(21 370)	(21 848)
Solde au 30 novembre 2016	1 011 055	10 262	87 513	330 159	1 438 989

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	30 novembre 2016	31 août 2016
(en milliers de dollars canadiens)		\$	\$
			(retraité, Note 2)
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 B)	43 541	62 286
Créances clients et autres débiteurs		122 870	115 435
Impôts sur le résultat à recevoir		9 146	12 701
Charges payées d'avance et autres		23 838	16 208
Instrument financier dérivé		—	1 040
		199 395	207 670
Actifs non courants			
Autres actifs		6 671	7 944
Immobilisations corporelles		1 982 202	1 989 720
Immobilisations incorporelles		2 075 659	2 059 548
Goodwill		1 080 079	1 060 780
Instrument financier dérivé		862	—
Actifs d'impôts différés		6 895	7 587
		5 351 763	5 333 249
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		21 875	4 115
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		208 074	289 668
Provisions		32 928	30 688
Passifs d'impôts sur le résultat		40 720	26 680
Produits différés et perçus d'avance		62 016	61 316
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	4	896	—
Instruments financiers dérivés		156	—
Billet intersociétés à payer - Cogeco inc.	16	40 000	40 000
Tranche à court terme de la dette à long terme	10	13 100	22 516
		419 765	474 983
Passifs non courants			
Dette à long terme	10	2 845 707	2 838 130
Instruments financiers dérivés		—	165
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		30 960	30 120
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		5 155	8 809
Passifs d'impôts différés		611 187	601 127
		3 912 774	3 953 334
Capitaux propres			
Capital social	11 B)	1 011 055	1 008 467
Réserve de rémunération fondée sur des actions		10 262	13 328
Cumul des autres éléments du résultat global	12	87 513	84 627
Bénéfices non distribués		330 159	273 493
		1 438 989	1 379 915
		5 351 763	5 333 249

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

Trois mois clos les 30 novembre			
	Notes	2016	2015
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice de la période		75 024	61 106
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements	6	119 076	125 669
Charges financières	7	32 090	33 353
Impôts sur le résultat	8	23 513	21 984
Rémunération fondée sur des actions	11 D)	1 021	1 903
Perte (profit) sur cession d'immobilisations corporelles		(1 860)	297
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		333	(2 780)
		249 197	241 532
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	13 A)	(80 392)	(57 574)
Charges financières payées		(41 683)	(46 052)
Impôts sur le résultat payés		(3 661)	(41 813)
		123 461	96 093
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(90 962)	(141 422)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs		(5 532)	(4 897)
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		(804)	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		8 092	299
		(89 206)	(146 020)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation de l'endettement bancaire		17 760	37 986
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(31 095)	133 545
Remboursement de dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés		(17 638)	(224 865)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	11 B)	1 812	764
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	11 B)	(3 436)	(4 575)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	11 C)	(6 747)	(6 120)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	11 C)	(14 410)	(12 969)
		(53 754)	(76 234)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		754	669
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(18 745)	(125 492)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		62 286	163 166
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		43 541	37 674

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne de communications dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion inc. (« Cogeco Connexion ») au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous le nom d'Atlantic Broadband LLC (« Atlantic Broadband »), dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1 inc. (« Cogeco Peer 1 »), la Société fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, services d'informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,8% des actions de participation de la Société, représentant 82,3% des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2016.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2016, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients du service de vidéo et du service d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 11 janvier 2017.

2. CHANGEMENT DE CONVENTION COMPTABLE

En 2016, l'IFRS Interpretations Committee (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1^{er} septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujéti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence du changement de convention comptable	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	12 086	(4 093)	7 993
Passifs d'impôts différés	514 194	112 134	626 328
Bénéfices non distribués	660 999	(116 227)	544 772
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	11 680	(4 093)	7 587
Passifs d'impôts différés	488 993	112 134	601 127
Bénéfices non distribués	389 720	(116 227)	273 493

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en trois secteurs opérationnels: les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services des technologies de l'information et des communications (« TIC ») aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services de vidéo, d'Internet et de téléphonie et fournissent également aux petites et moyennes entreprises des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces du Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut.

Le secteur des Services de TIC aux entreprises fournit des services de colocation, de connectivité réseau, d'hébergement et d'informatique en nuage ainsi qu'un riche portefeuille de services gérés aux petites, moyennes et grandes entreprises de certaines régions du monde, par l'entremise de ses centres de données situés au Canada, aux États-Unis et en Europe. Cogeco Peer 1 fournit ces services dans les principaux marchés verticaux suivants : la vente au détail en ligne, les services financiers, la technologie, le secteur public, l'éducation, les soins de santé, les services aux entreprises, le secteur manufacturier, les médias et les jeux en ligne. Cogeco Peer 1 offre ses services par l'intermédiaire de ses 16 centres de données et plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Le secteur des Services de TIC aux entreprises exerce ses activités au Canada (en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec), aux États-Unis (en Californie, au Texas, en Virginie, en Floride et en Géorgie) et en Europe (à Londres et à Southampton, au Royaume-Uni et en France).

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

30 novembre 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les autres charges, à l'exception des honoraires de gestion, des charges financières et des impôts sur le résultat, sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les honoraires de gestion, les charges financières et les impôts sur le résultat sont gérés sur une base consolidée et, par conséquent, ils ne sont pas reflétés dans les résultats sectoriels. Les éliminations intersectorielles et autres, éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats opérationnels de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Trois mois clos le 30 novembre 2016					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	316 835	159 981	73 208	(934)	549 090
Charges d'exploitation	151 783	90 156	50 239	2 521	294 699
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	4 688	4 688
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	165 052	69 825	22 969	(8 143)	249 703
Dotation aux amortissements	58 336	33 326	27 339	75	119 076
Charges financières					32 090
Impôts sur le résultat					23 513
Bénéfice de la période					75 024
Immobilisations corporelles	1 098 548	463 493	419 482	679	1 982 202
Immobilisations incorporelles	991 276	987 964	96 419	—	2 075 659
Goodwill	4 662	803 407	272 010	—	1 080 079
Acquisition d'immobilisations corporelles	47 869	34 629	8 464	—	90 962
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	2 932	1 167	1 433	—	5 532

(1) Les produits par marché géographique comprennent 358 690 \$ au Canada, 182 341 \$ aux États-Unis et 8 059 \$ en Europe.

Trois mois clos le 30 novembre 2015					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services de TIC aux entreprises	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	313 547	149 573	78 102	(909)	540 313
Charges d'exploitation	151 123	84 202	51 858	4 400	291 583
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	4 588	4 588
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	162 424	65 371	26 244	(9 897)	244 142
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	432	1 598	—	2 030
Dotation aux amortissements	61 080	31 498	33 016	75	125 669
Charges financières					33 353
Impôts sur le résultat					21 984
Bénéfice de la période					61 106
Immobilisations corporelles ⁽³⁾	1 106 192	444 666	438 108	754	1 989 720
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	988 957	970 790	99 801	—	2 059 548
Goodwill ⁽³⁾	4 662	784 680	271 438	—	1 060 780
Acquisition d'immobilisations corporelles	90 410	32 636	18 358	18	141 422
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	3 145	797	955	—	4 897

(1) Les produits par marché géographique comprennent 353 764 \$ au Canada, 176 573 \$ aux États-Unis et 9 976 \$ en Europe.

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains et des frais de restructuration dans le secteur des Services de TIC aux entreprises.

(3) Au 31 août 2016.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016:

	Au 30 novembre 2016			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 427 592	519 567	35 043	1 982 202
Immobilisations incorporelles	1 051 529	1 018 528	5 602	2 075 659
Goodwill	221 867	843 739	14 473	1 080 079

	Au 31 août 2016			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 450 350	502 357	37 013	1 989 720
Immobilisations incorporelles	1 051 192	1 002 134	6 222	2 059 548
Goodwill	221 867	824 074	14 839	1 060 780

4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1^{er} septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services d'Internet.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire 30 novembre 2016 \$
Prix d'achat	
Contrepartie versée	880
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	896
	1 776
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76
Créances clients et autres débiteurs	70
Charges payées d'avance et autres	9
Immobilisations corporelles	204
Immobilisations incorporelles	2 296
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(102)
Passifs d'impôts sur le résultat	(13)
Produits différés et perçus d'avance	(10)
Passifs d'impôts différés	(549)
Dettes à long terme prise en charge	(205)
	1 776

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	87 267	87 665
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	162 745	157 949
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	17 225	17 984
Autres achats externes ⁽³⁾	27 462	27 985
	294 699	291 583

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cession d'immobilisations corporelles et d'autres frais d'administration.

6. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	103 578	108 051
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 498	17 618
	119 076	125 669

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	31 513	33 608
Gains nets de change	(497)	(1 670)
Amortissement des coûts de transaction différés	613	592
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽¹⁾	(654)	(366)
Autres	1 115	1 189
	32 090	33 353

(1) Pour les périodes de trois mois closes les 30 novembre 2016 et 2015, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5%.

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Exigibles	21 425	24 117
Différés	2 088	(2 133)
	23 513	21 984

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé:

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	98 537	83 090
Taux d'imposition combiné canadien	26,50%	26,65%
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	26 112	22 145
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	3 040	1 977
Réévaluation des actifs d'impôts différés	376	—
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts pratiquement en vigueur	(1 714)	1 681
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	(73)	233
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(4 230)	(5 366)
Autres	2	1 314
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	23 513	21 984

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Bénéfice de la période	75 024	61 106
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 144 311	48 949 816
Incidence des options sur actions dilutives ⁽¹⁾	108 958	199 378
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	131 628	220 279
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	96 220	63 536
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 481 117	49 433 009
Bénéfice par action		
De base	1,53	1,25
Dilué	1,52	1,24

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, 154 100 options sur actions (168 725 en 2015) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

10. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	30 novembre 2016 \$	31 août 2016 \$
Société mère				
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable	janvier 2021	3,15 ⁽²⁾	30 000	—
Emprunt renouvelable - 18,5 millions \$ US (59,5 millions \$ US au 31 août 2016)	janvier 2021	2,06 ^{(2) (3)}	24 844	78 040
Emprunt renouvelable - 23,7 millions £ (23,6 millions £ au 31 août 2016)	janvier 2021	1,77 ⁽²⁾	39 811	40 646
Billets garantis de premier rang				
Série A - 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	33 451	32 665
Série B - 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	200 671	195 961
Billets garantis de premier rang Série B	octobre 2018	7,60	54 870	54 853
Billets garantis de premier rang - 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	287 545	280 787
Déventures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 218	199 174
Déventures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	198 923	198 878
Déventures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	297 860	297 788
Déventure non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	99 949	99 939
Billets non garantis de premier rang - 400 millions \$ US	mai 2020	4,88	533 013	520 201
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A-2 - 96,2 millions \$ US (98,2 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,48 ^{(2) (4)}	127 706	127 146
Facilité d'emprunt à terme A-3 - 120,6 millions \$ US (124,6 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,48 ^{(2) (4)}	159 951	161 284
Facilité d'emprunt à terme B - 355,4 millions \$ US (362,6 millions \$ US au 31 août 2016)	novembre 2019	3,25 ⁽²⁾	468 188	466 024
Facilité renouvelable - 70,9 millions \$ US (76 millions \$ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,49 ⁽²⁾	95 211	99 682
Facilité à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Facilité renouvelable du Royaume-Uni - 4,4 millions £	janvier 2021	1,70 ⁽²⁾	7 391	7 578
Autre	décembre 2016	3,45	205	—
			2 858 807	2 860 646
Moins : tranche à court terme			13 100	22 516
			2 845 707	2 838 130

(1) Le 9 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2022.

(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.

(3) Le montant prélevé sur la facilité renouvelable a été couvert jusqu'au 4 janvier 2017, au moyen des conventions de swaps de devises qui fixent le montant remboursable à l'échéance à 25 millions \$ CAD et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 1,91 %.

(4) Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de la Société a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions \$ US (75 millions \$ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A-3 et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	30 novembre 2016	31 août 2016
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
33 709 131 actions subalternes à droit de vote (33 673 541 au 31 août 2016)	926 773	924 600
	1 025 119	1 022 946
108 453 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (160 323 au 31 août 2016)	(5 977)	(8 527)
123 065 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (89 632 au 31 août 2016)	(8 087)	(5 952)
	1 011 055	1 008 467

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	33 673 541	924 600
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options d'achat d'actions	35 590	1 812
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des d'actions pour les options exercées	—	361
Solde au 30 novembre 2016	33 709 131	926 773

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2016	160 323	8 527
Actions subalternes à droit de vote acquises	19 391	1 240
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(71 261)	(3 790)
Solde au 30 novembre 2016	108 453	5 977

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2016	89 632	5 952
Actions subalternes à droit de vote acquises	34 344	2 196
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(911)	(61)
Solde au 30 novembre 2016	123 065	8 087

C) DIVIDENDES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ l'action a été versé aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 21,2 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$ l'action ou 19,1 millions \$ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2015.

Au cours de sa réunion du 11 janvier 2017, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,43 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 8 février 2017 aux actionnaires inscrits en date du 25 janvier 2017.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2016 de la Société.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016:

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2016	645 626	53,67
Attribuées ⁽¹⁾	205 375	62,12
Exercées ⁽²⁾	(35 590)	50,92
Annulées	(34 280)	58,13
En circulation au 30 novembre 2016	781 131	55,82
Pouvant être exercées au 30 novembre 2016	297 077	48,13

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, la Société a attribué 81 350 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 61,79 \$.

Une charge de rémunération de 107 000 \$ (206 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ce régime.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

30 novembre 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016 était de 8,91 \$ (11,43 \$ en 2015) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'option Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes:

	2016	2015
	%	%
Taux de dividende attendu	2,52	2,07
Volatilité attendue	21,30	22,36
Taux d'intérêt sans risque	0,80	0,97
Durée prévue (en années)	6,1	6,1

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016:

En circulation au 31 août 2016	144 623
Attribuées ⁽¹⁾	40 275
Distribuées	(71 261)
Annulées	(5 184)
En circulation au 30 novembre 2016	108 453

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, la Société n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 443 000 \$ (1 017 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016:

En circulation au 31 août 2016	81 376
Attribuées ⁽¹⁾	49 325
Distribuées	(911)
Annulées	(9 950)
Équivalents de dividendes	796
En circulation au 30 novembre 2016	120 636

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, la Société a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 51 000 \$ (254 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ce régime.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	32 483
Équivalents de dividendes	215
En circulation au 30 novembre 2016	32 698

Une charge de rémunération de 88 000 \$ (45 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ce régime.

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2015	1 330	82 490	83 820
Autres éléments du résultat global	6	4 654	4 660
Solde au 30 novembre 2015	1 336	87 144	88 480
Solde au 31 août 2016	(121)	84 748	84 627
Autres éléments du résultat global	755	2 131	2 886
Solde au 30 novembre 2016	634	86 879	87 513

13. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	(7 045)	14 429
Charges payées d'avance et autres	(6 969)	(6 658)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(69 281)	(68 186)
Provisions	2 019	204
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	884	2 637
	(80 392)	(57 574)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016 la Société ne détenait aucun équivalent de trésorerie.

14. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	\$	\$
Régimes à prestations définies		
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)		
Coût des services rendus au cours de la période	573	560
Charges administratives	56	49
Comptabilisée dans les charges financières (autres)		
Intérêts nets	23	22
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs		
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	2 215	2 121
	2 867	2 752

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 30 novembre 2016, la Société utilisait 121,3 millions \$ des 800 millions \$ disponibles en vertu de sa facilité à terme renouvelable, pour un solde disponible de 678,7 millions \$. Deux filiales de la Société liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable de 201,4 millions \$ (150 millions \$ US) dont 97,2 millions \$ (72,4 millions \$ US) était utilisée au 30 novembre 2016 pour un solde disponible de 104,2 millions \$ (77,6 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable, du billet intersociétés à payer et des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 30 novembre 2016 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1% du taux d'intérêt applicable aux tranches non couvertes de ces facilités est d'approximativement 7 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars américains. La Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions de swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 7,5 millions \$ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

De plus, les investissements nets de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau suivant présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 30 novembre 2016:

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions \$ US	891,2 millions \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	23,7 millions £	29,9 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2016 étaient de 1,3429 \$ pour un dollar américain (1,3116 \$ au 31 août 2016) et de 1,6798 \$ pour une livre sterling (1,7223 \$ au 31 août 2016). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 14,6 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	30 novembre 2016		31 août 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	2 858 807	2 937 750	2 860 646	2 975 511

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	30 novembre 2016	31 août 2016
Endettement net garanti ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,3	2,3
Endettement net ⁽³⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,9	2,9
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	7,3	7,2

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 30 novembre 2016 et 31 août 2016 .

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du billet intersociétés à payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. La Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Cependant, au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016, la Société a attribué 81 350 options sur actions (69 750 en 2015), 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2015) et n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016, la Société a facturé des montants de 163 000 \$ (144 000 \$ en 2015), 33 000 \$ (113 000 \$ en 2015) et 136 000 \$ (124 000 \$ en 2015) relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement que la Société a attribué à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et Cogeco en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de la Société. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions \$, et la totalité de ce montant a été versée à la Société à la date de signature. Ce montant demeurait impayé au 30 novembre 2016. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à l'emprunt renouvelable de la Société libellé en dollars américains assorti à la facilité renouvelable canadienne, tout en tenant compte de l'incidence des conventions de swaps de devises.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2016	31 août 2016	31 mai 2016	29 février 2016	30 novembre 2015
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 527 602	2 507 750	2 511 799	2 515 137	2 510 979
Clients du service de vidéo	981 682	982 955	992 409	1 001 337	1 009 098
Clients du service Internet	1 007 610	987 365	977 538	967 156	953 134
Clients du service de téléphonie	538 310	537 430	541 852	546 644	548 747
CANADA					
Unités de service primaire	1 930 909	1 914 017	1 921 799	1 932 343	1 933 527
Clients du service de vidéo	740 855	739 323	747 257	755 366	761 209
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	43,3 %	43,4 %	43,9 %	44,6 %	45,0 %
Clients du service Internet	749 275	733 701	728 086	724 379	716 577
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	43,8 %	43,0 %	42,8 %	42,7 %	42,4 %
Clients du service de téléphonie	440 779	440 993	446 456	452 598	455 741
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	25,8 %	25,9 %	26,3 %	26,7 %	26,9 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	596 693	593 733	590 000	582 794	577 452
Clients du service de vidéo	240 827	243 632	245 152	245 971	247 889
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	40,7 %	41,2 %	41,4 %	41,7 %	42,0 %
Clients du service Internet	258 335	253 664	249 452	242 777	236 557
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	43,7 %	42,9 %	42,1 %	41,1 %	40,1 %
Clients du service de téléphonie	97 531	96 437	95 396	94 046	93 006
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	16,5 %	16,3 %	16,1 %	15,9 %	15,8 %